



FSU 67
4 rue de Lausanne
67000 STRASBOURG
03 88 35 17 16



Déclaration liminaire – CTSD du 9 février 2021

Alors que le budget de l'Etat 2021 aurait pu concrétiser un effort vers le secteur public, grand oublié du plan de relance, le gouvernement maintient le cap de l'austérité budgétaire. Il se refuse toujours de mettre à contribution les plus riches qui pourtant ont vu leur fortune augmenter d'une manière indécente pendant la crise sanitaire, véritable aubaine pour les uns, plongeon dans la misère pour les autres. **Pour le SNUipp-FSU, ces choix politiques passent à côté des urgences mises en lumière par la pandémie et que vont amplifier la crise économique dans les mois à venir.**

Les réformes successives menées par les gouvernements facilitent les licenciements et les suppressions de postes dans le privé comme dans le public. La FSU affirme, au contraire, que la réponse aux besoins de toute la population, l'avenir de la jeunesse et la réussite de la transition écologique imposent la création de millions d'emplois. Actuellement, les gagnants sont bien toujours les mêmes, ainsi les entreprises les moins touchées par la crise seront celles qui bénéficieront le plus des baisses d'impôt, et les dividendes aux actionnaires continuant d'être distribués (4 milliards aux actionnaires de sanofi qui a licencié 1700 salariés l'an passé !).

La situation sanitaire se dégrade chaque jour un peu plus. Le nombre de contaminations des élèves et des professeurs augmentent. 33 classes étaient fermées la semaine dernière. Niant la réalité, le ministre de l'Éducation nationale persiste dans son affirmation mensongère, selon laquelle l'école ne serait pas un lieu de contamination, alors que les mesures mises en œuvre dans le cadre du protocole restent insuffisantes pour assurer la sécurité de tous. La distanciation physique comme le non-brassage sont toujours de l'ordre du possible et non de l'obligation. Mais comment faire dans les écoles qui comportent des sections bilingues, comment faire dans les écoles où les absences d'enseignants ne sont plus remplacées et où les élèves doivent être accueillis malgré tout et en conséquence répartis? Quel est ce leurre de protocole qui s'avère être d'une souplesse incroyable lorsqu'il s'agit de brasser malgré tout 2 groupes sensés être hermétiques ? Dans l'attente d'un déploiement large de la vaccination, la FSU exige des mesures protectrices fortes pour que l'école puisse se poursuivre malgré la pandémie : un suivi des cas contacts devenus positifs, des masques chirurgicaux pour tous, des masques FFP2 pour les personnes vulnérables ou vivant avec des personnes vulnérables, et une campagne de tests PCR massifs dans les écoles pour avoir une vision réelle de la situation épidémique faite par des équipes mobiles.

Cette année, une dotation de 58 postes a été octroyée au Bas-Rhin. Cette dotation et les fermetures que vous allez prononcer aujourd'hui vous ont permis de répondre aux demandes ministérielles à savoir le dédoublement des GS en REP+ et en REP, quand cela est possible, ainsi que la volonté de limitation à 24 élèves des classes de CP des classes hors Education Prioritaire et enfin l'amélioration des décharges de directions. Vous prévoyez également d'ouvrir 20 postes de remplaçants, il manque cependant 10 postes par rapport aux fermetures de l'année dernière: doit-on comprendre que vous envisagez déjà de recruter des vacataires l'année prochaine ?

Nous ne pensons pas être mauvais en mathématiques, mais il nous semble que les prévisions

sont complètement irréalistes. Sur ces 58 postes, s'il faut retirer la régularisation de 13 postes ouverts en septembre, le solde des 16 postes nécessaires au dédoublement en Education Prioritaire, les 20 postes pour le potentiel de remplaçants, il resterait 9 postes pour plafonner les CP de tout le département à 24 (sans surcharger les autres classes de ces écoles, évidemment), étudier les 17 situations à suivre indiquées dans les documents de travail et évoquer toutes les situations dont vous ignorez encore l'existence?

De plus, nous rapportons ci-dessous les récents propos de Nathalie Elimas, secrétaire d'Etat chargée de l'Education prioritaire: "nous ne fermons ni école ni classe dans les petites villes de moins de 5000 habitants sans accord du maire". Propos qui ont semé le trouble dans les écoles et chez les élus! Nous attendons les arbitrages du Ministre. Pour le SNUipp-FSU67, si cette annonce était confirmée (ce dont nous doutons, étant donnée le manque de coordination entre les membres de notre gouvernement), il faudrait impérativement que des postes supplémentaires soient créés. Nous n'accepterons pas que cette mesure soit mise en œuvre au détriment de toutes les autres classes.

La FSU67 s'est réjouie, en lisant les documents de travail du CTSD, de constater que les effectifs des dispositifs Ulis semblaient comptabilisés dans les effectifs globaux. Mais cette satisfaction fut de très courte durée : c'est finalement un affichage de façade. Dans les faits, vous ne tenez toujours pas compte des élèves d'ULIS quand vous prononcez une fermeture. L'année scolaire dernière, la FSU a dénoncé à plusieurs reprises cette pratique contraire à l'esprit de l'école inclusive et de la **loi** du 11 février **2005**. La FSU a écrit à la Rectrice pour le dénoncer. Ce qui est possible dans d'autres départements comme celui de l'Ain, doit l'être dans le nôtre également. La FSU67 vous demande de revoir, aujourd'hui, les situations où vous envisagez une fermeture sans tenir compte des élèves d'ULIS:

EE Libermann, Illkirch
EE Ste Foy, Sélestat
EE Centre, Sélestat
EE de La Fontaine, Seltz
EE Hans Haug, Niederbronn-les-Bains
EE de Soultz-sous-Forêts
EE Ziegelau, Stbg
EE Les Tilleuls, Molsheim
EE Briand, Benfeld
EE Pierre et Marie Curie, Erstein
EE Jacques Sturm 1, Strasbourg
EP René Kuder, Villé
EP Rohan, Benfeld
EP Schoepflin, Stbg
EE Marguerite Perey, Stbg
EE Les Prunelliers, Bischheim
EE Guynemer 2, Stbg
EE Martin Schongauer, Stbg
EE Rosa Parks, Stbg
EE Jacqueline, Stbg
EE Ziegelwasser, Stbg
EE Léonard de Vinci, Stbg
EP Pierre Pflimlin, Val de Moder,

Parmi ces situations, nombreuses sont celles qui cumulent les dispositifs : bilingue, ULIS, Education Prioritaire... Un véritable casse-tête pour comprendre comment les moyennes ont été calculées, mais une seule certitude : certains élèves ne doivent finalement pas en être, à vos yeux, puisqu'ils ne sont pas comptabilisés. Belle inclusion que celle-ci !

Comment expliquer par exemple, que l'école Hans Haug de Niederbronn, qui comporte une ULIS, oppose une moyenne de 25,67 élèves pour 7 classes monolingues qui incluent les élèves d'ULIS à une moyenne de 17 élèves pour 3 classes bilingues après une fermeture en monolingue? Même un parent d'élève inscrit en classe bilingue serait choqué !

La FSU67 est déterminée à faire changer les choses et pour cela a saisi le défenseur des droits.

Concernant les classes dédoublées en Education prioritaire, en nous basant sur les seuils d'ouverture (25,2 en élémentaire et 28 en maternelle) et de fermeture (24 en élémentaire et 25 en maternelle), nous pouvions penser que les effectifs des classes dédoublées pouvaient se situer en élémentaire entre 12 et 12,6 et en maternelle entre 12, 5 et 14. Or nous constatons que cela n'est pas le cas puisque nous trouvons, par exemple, dans les documents préparatoires une classe dédoublée à 19, consécutive à une fermeture envisagée à l'école élémentaire Brigitte. Il ne peut pas y avoir 2 poids 2 mesures. La FSU 67 demande que les effectifs des classes dédoublées se situent à la moitié des seuils départementaux qui servent de références pour les ouvertures et fermetures de classes. La FSU demande également que ce dédoublement de classes ne mène pas à des situations où les effectifs ne permettraient pas à un groupe suffisamment important de fonctionner (exemple de l'EM Canardièrre où la moyenne descend à moins de 12 en classe dédoublée et à des effectifs trop lourds dans les autres classes). En effet, dans ces quartiers dans lesquels l'école joue un rôle fondamental concernant le vivre ensemble et la confrontation à autrui, concernant l'apprentissage du langage et la découverte de la communication et du dialogue, des classes à trop faible effectif ne permettent aucune émulation de groupe!

En ce qui concerne le bilingue, le Groupe de Travail de CTA sur les LDG mobilité nous a présenté des chiffres très explicites. Le Bas-Rhin compte 694 classes bilingues, ce qui nécessite 347 ETP. Seuls 297,75 ETP d'enseignants sont affectés sur ces postes. Il manque 49,25 ETP enseignants bilingues dans le département ! Cela signifie que plus de 14% des classes du département sont donc prises en charge par des enseignants non titulaires. Quelle est la marge, le seuil maximum, que se donne la DSDEN du Bas-Rhin pour l'ouverture de classes bilingues, avant de saisir réellement qu'il y a une crise du recrutement? 20%? 25%? 30% Le SNUipp-FSU exige un moratoire sur les ouvertures de classes bilingues et de sites bilingues.

Soyez pédagogue, c'est aussi votre métier, normalement ! Nul ne souhaite voir son enfant pris en charge par un germanophone brillant mais ignorant tout de la pédagogie ou de la psychologie de l'enfant ! Jusqu'à quand continuera-t-on de mentir aux parents de ces élèves, dont les enseignants n'en sont pas, dont les absences ne sont jamais remplacées ? Quand cessera cette mascarade ? Comment l'administration que vous représentez peut encore croire en ces propres paroles ? "Il y a un besoin, les parents sont demandeurs." Ils seraient donc tellement stupides, ces dits parents, et ne pourraient donc pas comprendre ? N'est-il pas de votre devoir de les informer du problème ? "Chers parents, tant qu'il n'y aura pas d'enseignants bilingues, il nous est impossible d'ouvrir des classes bilingues. Très chers parents, avez-vous déjà vu des classes sans enseignants ?"

Non, non, finalement, nous comprenons votre silence. Ce ne serait pas très honnête... Notamment en période de crise sanitaire comme celle que nous traversons depuis presque une année maintenant.

Alors, finalement, cet argument que toute demande d'absence d'enseignant se voit opposée: « la continuité du service public... », n'est-ce pas ici qu'elle devrait exister?

La vraie continuité du service public, celle d'un véritable service public, qui aurait pour but d'assurer la présence d'un·e enseignant·e chaque jour de l'année devant les élèves français. Avant de mettre en place à tout va des mesures dont il n'est jamais fait aucun bilan et qui seront balayées d'un revers de main sous une prochaine présidence, n'est-il pas enfin temps d'interroger la profession ? Savez-vous réellement de quoi ont besoin les professeurs dans leurs écoles ? Une direction déchargée, des aides à la direction, un potentiel de remplaçants enseignants statutaires dédiés aux différents types d'absences (stages de formation continue, congés longs prévisibles, congés courts non prévisibles, autorisations d'absences), des classes plafonnées partout à 25 élèves maximum (avec des adaptations: 20 en Education Prioritaire, en multi-niveaux et en rural; 15 en TPS-PS), des dispositifs et des aides particuliers pour accueillir les enfants arrivant de l'étranger, les enfants en situation de handicap (AESH), de maîtres·ses en plus pour pouvoir varier les situations d'apprentissage en classe, de RASED complets, à échelle humaine et attractifs ?

La FSU demande qu'un véritable bilan soit fait et qu'une demande de dotation réaliste soit faite au ministère.

Les 2 489 moyens d'enseignement supplémentaires prévus pour la rentrée prochaine sont très largement insuffisants face aux besoins évalués à 90 000 postes.

Pour la FSU67, l'urgence impose un autre projet pour l'École et un investissement sur le long terme. Nous exigeons un engagement sur plus de moyens et sur un plan pluriannuel de rattrapage pour faire réussir l'école primaire, largement sous-investie par rapport aux autres pays de l'OCDE, afin que le code de l'éducation soit tout simplement appliqué : "L'éducation est la première priorité nationale".